



HAL
open science

L'enjeu de la paix, du désarmement et de la liberté dans les années 1950 en Europe : une “ guerre froide culturelle ”.

Chloé Maurel

► To cite this version:

Chloé Maurel. L'enjeu de la paix, du désarmement et de la liberté dans les années 1950 en Europe : une “ guerre froide culturelle ”. Histoire des relations internationales depuis 1945, chapitre 3, pp.51-64, 2010. hal-03699246

HAL Id: hal-03699246

<https://hal.science/hal-03699246>

Submitted on 20 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'enjeu de la paix, du désarmement et de la liberté **dans les années 1950 en Europe : une « guerre froide** **culturelle »**

(Chapitre 3 de : Chloé Maurel, *Histoire des relations internationales depuis 1945*, Paris, Ellipses, 2010, p. 51-64).

A la fin des années 1940 et au début des années 1950, dans un monde en proie aux tensions croissantes est ouest, l'enjeu de la paix devient essentiel : chacun des deux camps de la guerre froide entend se présenter comme le défenseur de la paix. Les sociétés sont traumatisées par la Seconde Guerre mondiale et par l'arme atomique, dont disposent les Etats-Unis depuis 1945 et l'URSS depuis 1949. La possibilité d'un anéantissement de l'humanité est dans tous les esprits. Dans ce contexte, les idées de « paix » et de « désarmement » sont omniprésentes, elles deviennent un leitmotiv. Dans les deux blocs, des mouvements se réclamant de l'idée de paix se forment : « Congrès mondial de la Paix » d'un côté, « Paix et Liberté » et « Congrès international pour la liberté de la culture » de l'autre. Comment l'idée de paix se manifeste-t-elle et dans quelle mesure est-elle instrumentalisée par les tenants des deux blocs à des fins de propagande ? Il conviendra de montrer comment l'impulsion pacifiste est venue du courant communiste, puis de voir comment le bloc occidental y réplique par la création de structures visant à contrecarrer ces mouvements.

*

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans l'esprit de la Résistance, est créé en février 1948 le mouvement des « Combattants de la Liberté », sous l'impulsion du communiste Charles Tillon, ancien Résistant, fondateur et commandant en chef des Francs-Tireurs et Partisans français (FTP). Tillon a, quelques mois plus tôt, lancé un appel à créer un mouvement visant à « soutenir le régime républicain et interdire le retour du fascisme et de la dictature ». Les « Combattants de la Liberté » regroupent, sous la direction de l'ancien

Résistant Yves Farge, une soixantaine de personnalités issues de la Résistance, comme par exemple Raymond Aubrac. Ce mouvement entend préserver l'esprit unitaire de la Résistance et le mettre au service d'idéaux pacifistes et humanistes. C'est l'ancêtre du Mouvement de la Paix.

Un premier rassemblement, le « Congrès des peuples pour la paix », est organisé en août 1948 à Wroclaw, en Pologne. Cette ville est alors le symbole de la victoire sur l'Allemagne nazie : pendant la guerre qui vient de s'achever, cette ville, comme toute la région alentour, a été annexée par l'Allemagne et peuplée d'Allemands, au nom de la doctrine nazie de « l'espace vital ». Les Polonais en ont été chassés, refoulés plus à l'Est. En 1945, par les Accords de Potsdam, la ville de Wroclaw et sa région, libérées par l'Armée rouge, sont à nouveau rattachées à la Pologne et rendues à la population polonaise ; les Allemands en sont, eux, expulsés.

Dans le contexte de la guerre froide naissante, ce Congrès se donne pour objectif de rassembler des intellectuels venus des deux blocs, par-delà le rideau de fer, unis dans une même conviction pacifiste contre les « forces bellicistes ». C'est un véritable succès : le congrès rassemble un grand nombre de personnalités venus de nombreux pays, aussi bien d'Occident que du bloc de l'Est.

Toutefois, malgré les affirmations officielles, le Congrès n'est pas véritablement neutre dans la guerre froide : organisé sous la supervision de l'URSS, qui depuis 1946 a veillé à l'instauration d'un régime communiste en Pologne (le pays est devenu une « démocratie populaire »), il s'affirme plus favorable au bloc de l'Est. Le texte d'un manifeste adopté en fin de congrès illustre cet ancrage à l'Est, dénonçant la responsabilité des puissances occidentales dans l'atmosphère belliqueuse qui règne alors en Europe.

Sous l'impulsion du Kominform (organe assurant l'information et la coordination des partis communistes du monde entier, créé en septembre 1947 par l'URSS dans le cadre de la « doctrine Jdanov »), le Congrès de Wroclaw donne lieu à la création d'un mouvement international s'inscrivant dans la mouvance communiste : le « Mouvement mondial des partisans de la paix ». Il s'agit d'un comité international de liaison entre intellectuels de l'Est et de l'Ouest. La création de comités nationaux au niveau de chaque pays est encouragée. Ainsi, en France, les « Combattants de la Liberté » créés peu auparavant se transforment en un comité national affilié à ce mouvement : leur nom devient « Combattants de la Paix et de la Liberté », puis, à partir de 1951, « Conseil national français du Mouvement de la Paix ».

Après le succès du Congrès de Wroclaw, un second congrès international du Mouvement mondial des partisans de la paix est organisé en avril 1949, toujours sous

l'impulsion de l'URSS et du Kominform. Le lieu choisi pour cette deuxième rencontre est Paris, capitale culturelle européenne. Mais à présent le rideau de fer divise l'Europe de manière étanche, il devient plus difficile que l'année précédente de réunir des intellectuels des deux blocs dans une même ville d'Europe. Ainsi, du fait de la difficulté de plusieurs ressortissants des pays de l'Est à obtenir un visa leur permettant de se rendre à Paris, le congrès doit être organisé simultanément à l'Ouest et à l'Est, à Paris et à Prague.

Malgré les complications dues à ce décentrage, ce congrès est à nouveau un succès. Il rassemble plusieurs centaines de personnes qui se pressent dans la prestigieuse salle Pleyel à Paris, où sont organisées les séances (document 1). Le congrès, qui entraîne la fondation du « Conseil Mondial de la Paix », est popularisé par la « Colombe de la paix » (document 2), affiche dessinée à cette occasion par Picasso et choisie par Louis Aragon comme symbole de cette manifestation et de ce mouvement. Le peintre Picasso est alors, comme le poète Aragon, et comme de nombreux autres intellectuels et artistes français de l'époque, membre du Parti communiste. La « Colombe de la paix » de Picasso est affichée non seulement à Paris mais dans de nombreuses villes d'Europe, de l'Ouest comme de l'Est. Par son graphisme simple et délié, aérien, elle frappe les esprits et contribue à faire connaître le jeune « Conseil Mondial de la Paix » et à lui donner une image positive. C'est par référence à ces événements que Picasso, qui devient père d'une petite fille au printemps 1949, la prénomme Paloma (« colombe » en espagnol). L'image de la colombe, symbole de la paix, est alors omniprésente et renvoie de l'URSS et plus généralement du communisme l'image d'un mouvement pacifiste.

Le « Conseil Mondial de la Paix » (CMP) est dirigé par le scientifique communiste Frédéric Joliot-Curie pendant ses dix premières années (1949-1958). Celui-ci, époux d'Irène Curie, la fille de Pierre et Marie Curie, a obtenu le Prix Nobel de chimie en 1935 pour ses découvertes sur la radioactivité artificielle. Résistant, il a adhéré au PCF à partir de 1942. Le CMP reçoit le soutien de nombreuses organisations communistes, comme la Fédération syndicale mondiale (FSM) et la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD), toutes deux créées en 1945 à Londres.

L'année suivante, le Conseil mondial de la Paix va plus loin et, s'adressant aux populations du monde entier, lance « l'Appel de Stockholm ». Manifeste et pétition contre l'arme atomique, rédigé par Frédéric Joliot-Curie et publié le 19 mars 1950, cet appel déclare : « Nous exigeons l'interdiction absolue de l'arme atomique, arme d'épouvante et d'extermination massive des populations. Nous exigeons l'établissement d'un rigoureux contrôle international pour assurer l'application de cette mesure d'interdiction. Nous

considérons que le gouvernement qui, le premier, utiliserait, contre n'importe quel pays, l'arme atomique, commettrait un crime contre l'humanité et serait à traiter comme criminel de guerre ».

La campagne de signatures de l'Appel de Stockholm se fait dans le contexte tendu de la guerre de Corée, qui a commencé le 25 juin 1950, et qui se soldera par plus d'un million de morts. La population mondiale est plongée dans une atmosphère de pré-Troisième Guerre mondiale. Les Etats-Unis ne tardent pas à être critiqués pour leur sanglante contre-attaque, effectuée en août-septembre 1950 sous l'égide de l'ONU, au terme de laquelle ils conquièrent quasiment toute la Corée du Nord. En 1951, le général américain Douglas MacArthur préconise même d'utiliser des bombes atomiques contre la Chine ; il est désavoué par le président Truman et limogé, mais son attitude confère aux Etats-Unis une image d'agressivité.

L'Appel de Stockholm se révèle un grand succès populaire : il recueille des millions de signatures. Des personnalités de différents pays le signent, comme le musicien américain Duke Ellington, l'écrivain allemand Thomas Mann, le poète chilien Pablo Neruda. Le Kominform annonce un total de 560 millions de signatures en Europe. Ce chiffre semble en fait gonflé par le comptage systématique de tous les habitants de l'URSS et des démocraties populaires d'Europe de l'Est. Parmi les pays du bloc de l'Ouest, c'est en France que la campagne de signatures se révèle particulièrement fructueuse : 15 millions de signatures y sont recueillies, de la part d'artistes, comme Louis Aragon, Marcel Carné, Yves Montand, Simone Signoret, Gérard Philipe, Pierre Renoir, Jacques Prévert, et d'anonymes, de gauche comme de droite. Ainsi, par exemple, le jeune Jacques Chirac et le jeune Lionel Jospin font tous deux alors partie des signataires de ce texte.

Dès lors, le Congrès mondial de la paix organise des rassemblements internationaux réguliers, comme à Londres et Varsovie en 1950, ou à Vienne en Autriche en 1952. Il orchestre plusieurs campagnes contre la guerre et l'armement, par exemple en 1950 dans le cadre de la guerre de Corée (manifestation contre Matthew Ridgway, le général américain qui remplace MacArthur à partir d'avril 1951 en Corée et y engage une violente offensive), et en 1952 contre le réarmement de l'Allemagne et le projet de « communauté européenne de défense » (CED).

Le Congrès mondial de la paix connaît son apogée dans les années 1950, à l'époque de « l'équilibre de la terreur ». Sa branche française, le « Mouvement de la Paix », compte alors des personnalités de premier plan : écrivains et intellectuels comme Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Louis Aragon, Elsa Triolet, Vercors, Michel Leiris, acteurs comme Yves Montand, Simone Signoret, Michel Piccoli, chanteurs comme Juliette Gréco et d'anciens

Résistants comme Lucie Aubrac.

Dans la seconde moitié des années 1950, avec la « coexistence pacifique », les enjeux de l'affrontement bipolaire passent au second plan au sein du Mouvement de la paix ; ils sont remplacés par les enjeux de la décolonisation. Le mouvement engage une campagne pour dénoncer la guerre d'Algérie. Au « Congrès mondial pour le désarmement et la coopération internationale » organisé par le CMP à Stockholm en 1958, la guerre d'Algérie est au cœur des discussions : la France, qui vient de bombarder en février 1958 le village tunisien de Sakhiet sidi Youssef, est l'objet d'une réprobation internationale.

La campagne pacifiste lancée par le Congrès mondial de la paix dans les années 1950 fait des émules en Europe de l'Ouest. Le « Manifeste Russell-Einstein » en est un exemple. Cette fois, l'initiative n'émane pas du bloc de l'Est mais du scientifique et philosophe britannique Bertrand Russell. Homme de gauche, non communiste, prix Nobel de littérature en 1950, Russell rédige décembre 1954 un texte dans lequel il s'efforce de mettre en garde l'humanité contre les dangers des armes atomiques et nucléaires. Il y affirme : « Dans la situation dramatique où se trouve l'humanité, nous estimons que les hommes de science devraient se réunir en conférence pour prendre la mesure des périls créés par le développement d'armes de destruction massive (...). Ce n'est pas au nom d'une nation, d'un continent ou d'une foi en particulier que nous prenons aujourd'hui la parole, mais en tant qu'êtres humains, en tant que représentants de l'espèce humaine dont la survie est menacée ». Le texte, qui s'adresse à toute l'humanité, met en garde à plusieurs reprises, avec des intonations graves, contre le risque d'un anéantissement : « dans une guerre au cours de laquelle la bombe H serait utilisée, les grandes villes disparaîtraient de la surface de la terre. (...) une guerre au cours de laquelle seraient utilisées des bombes H pourrait fort bien marquer la fin de la race humaine. (...) Tel est donc, dans sa terrifiante simplicité, l'implacable dilemme que nous vous soumettons : allons-nous mettre fin à l'espèce humaine, ou l'humanité renoncera-t-elle à la guerre? » Le manifeste est publié à Londres en juillet 1955, avec la signature de onze savants de grand renom, dont neuf Prix Nobel, parmi lesquels en particulier figure l'éminent scientifique Albert Einstein, qui l'a signé quelques jours avant sa mort en avril 1955.

Le « Manifeste Russell-Einstein » se veut au-dessus des deux blocs : il s'adresse « tant à l'Est qu'à l'Ouest ». De fait, si ses signataires sont essentiellement des hommes se rattachant au bloc de l'Ouest (un Japonais, deux Britanniques, trois Américains dont le Prix Nobel de chimie Linus Pauling), on y trouve aussi un Polonais ainsi que le communiste français, Frédéric Joliot-Curie, président du Conseil mondial de la Paix. « L'appel que nous lançons est

celui d'êtres humains à d'autres êtres humains : rappelez-vous que vous appartenez à l'espèce humaine et oubliez le reste », affirme le manifeste avec des accents tragiques. La résolution figurant à la fin du texte appelle tous « les gouvernements du monde à comprendre et à admettre publiquement qu'ils ne sauraient atteindre leurs objectifs par une guerre mondiale » et donc à « s'employer à régler par des moyens pacifiques tous leurs différends ».

Le Manifeste Russell-Einstein donne lieu à la création, deux ans plus tard en 1957, du « Mouvement Pugwash », par Bertrand Russell et le scientifique Joseph Rotblat, autre signataire du manifeste. Ce mouvement, qui vise à rassembler des personnalités pour mettre en garde l'opinion sur les dangers des conflits armés et des armes atomiques et nucléaires, tient son nom de la ville canadienne de Pugwash, où l'industriel canadien Cyrus Eaton, ami de Russell, finance en 1957 l'organisation d'une conférence sur la paix et le désarmement, qui rassemble 22 scientifiques occidentaux. Cette conférence est organisée par Joseph Rotblat. Ce dernier devient le secrétaire général du Mouvement Pugwash et le manifeste de Russell-Einstein en devient la charte fondatrice. Le Mouvement Pugwash se dote de quatre bureaux, situés à Rome, Londres, Genève et Washington.

Ainsi, au cours des années 1950, des initiatives pacifistes émanent aussi bloc de l'Ouest, bien qu'avec un temps de retard par rapport aux initiatives émanant du bloc de l'Est.

Face à l'avance du bloc de l'Est dans le mouvement pacifiste, le bloc de l'Ouest et en particulier les Etats-Unis, entendent réagir et répliquer. En réponse au Congrès mondial de la paix est créé en juin 1950, sous l'impulsion des Etats-Unis le « Congrès international pour la liberté de la culture » ou CILC (en allemand « *Kongress für kulturelle Freiheit* », KKF, et en anglais « *Congress for Cultural Freedom* », CCF). Il est fondé dans la jeune RFA, et plus précisément à Berlin-Ouest. Le lieu n'est pas anodin, il est au contraire symbolique du déchaînement de la guerre froide en Europe. L'année précédente, un bras de fer entre les Etats-Unis et l'URSS s'y est déroulé, avec le blocus de Berlin-ouest par l'URSS (printemps 1948-printemps 1949), déjoué par les Etats-Unis au moyen d'un pont aérien. Organisé pour répliquer aux Congrès pacifistes organisés sous l'impulsion de l'URSS, ce congrès n'est pourtant pas réellement empreint de pacifisme. Il s'agit avant tout de détourner les intellectuels européens du marxisme et de les rallier au camp occidental. Un des participants à ce congrès, le musicien américain Nicolas Nabokov (issu d'une famille de « russes blancs », aristocrates russes ayant fui la Russie après la Révolution d'octobre 1917 et s'étant établis en Occident) y affirme d'ailleurs, de manière révélatrice : « Avec ce Congrès nous devons

construire une organisation de guerre » Le CILC devient un instrument de la « guerre froide culturelle » (selon l'expression de Frances Saunders)¹.

Après la tenue du Congrès de Berlin-Ouest, le CILC devient une structure permanente, dont le siège est fixé à Paris. Cette association culturelle anticommuniste se veut une réplique au Congrès mondial de la paix. Le CILC se fonde sur un « Manifeste aux hommes libres » rédigé sous l'inspiration de Manès Sperber, intellectuel français d'origine ukrainienne, ayant adhéré au Parti communiste allemand dans les années 1920 et devenu un anti-communiste convaincu à partir des années 1930.

Grâce à des financements importants versés par la CIA par l'intermédiaire de fondations écrans (notamment la Fondation Ford), l'association se développe rapidement. En quelques années elle est présente dans 35 pays. Le CILC entend promouvoir auprès des intellectuels les valeurs du libéralisme et les détourner du communisme. Il promeut le slogan : « la liberté contre le totalitarisme » (le libéralisme étant assimilé à la liberté). Le mouvement se donne pour objectif d'encourager le développement d'une culture « libre », et de « trouver une réponse morale et politique à la menace totalitaire ».

Grâce à une intense action de lobbying, le CILC obtient la participation de plusieurs intellectuels européens non communistes, comme le philosophe allemand Karl Jaspers, le scientifique et philosophe britannique Bertrand Russell, et en particulier d'intellectuels anti-communistes, comme les écrivains italiens Ignazio Silone et Benedetto Croce, le journaliste français Raymond Aron, le philosophe français Jacques Maritain, l'universitaire autrichien Frank Borkenau, et l'écrivain britannique d'origine hongroise Arthur Koestler. Ce dernier, comme Sperber et comme Borkenau, est un ancien membre du Parti communiste allemand (KPD), et, comme eux, il est devenu un anti-communiste convaincu depuis les années 1930. Dans son ouvrage *Le Zéro et l'Infini*, publié en France en 1945, il dénonce le régime répressif de l'URSS stalinienne. Passés au bloc occidental, ces trois hommes en sont parmi les plus virulents anti-communistes.

Présidé officiellement par l'Allemand Ernst Reuter, maire de Berlin-ouest, le CILC est en fait dirigé officieusement par un Américain : Melvin J. Lasky, nommé secrétaire-général du mouvement. Employé comme historien par l'armée américaine pendant la Seconde Guerre mondiale, Lasky s'est installé à Berlin après la guerre, où il a continué à travailler pour les autorités d'occupation militaires américaines, sous la direction du général Lucius Clay.

Grâce à d'importants financements fournis par les Etats-Unis au moyen de la CIA, le

¹ Frances Stonor Saunders, *Qui mène la danse ? La CIA et la Guerre froide culturelle*, Paris, Denoël, 2003, p. 104.

CILC bénéficie d'un personnel important, organise en Europe de l'Ouest de nombreuses manifestations culturelles internationales, et y édite un grand nombre de publications, largement diffusées. Parmi les nombreuses publications financées par le CILC figurent des revues intellectuelles, comme *Encounter*, publiée au Royaume-Uni de 1953 à 1990, *Preuves*, publiée en France de 1951 à 1974 et dirigée par Raymond Aron, *Der Monat* (« le mois ») publié en RFA à partir de 1948 sous la direction de Melvin Lasky (et largement financée par le CILC à partir de 1958), et *Tempo presente* en Italie à partir de 1960.

Ces revues parviennent souvent à exercer une forte influence dans les milieux intellectuels de ces pays respectifs. Il s'agit pour le CILC de favoriser l'émergence, parmi les intellectuels européens, d'une tendance de gauche non-communiste. Melvin Lasky tente de mettre sur pied une « internationale » anti-communiste, rassemblant des intellectuels européens libéraux. Ainsi en RFA, *Der Monat* compte parmi ses collaborateurs d'éminents journalistes et les principaux représentants des maisons d'édition du pays. Le CILC dispose par là de relais à Berlin, Munich, Francfort, Cologne, dans la presse écrite et à la télévision. Des écrivains allemands de premier plan, comme Heinrich Böll, et Günter Grass, ont été approchés par la CIA et ont travaillé avec ces structures. En Italie la prestigieuse revue *Tempo Presente* (Temps Présent) dirigée par Silone lui-même et par Nicola Chiaromonte. Au Royaume-Uni, *Encounter*, dirigée par Melvin J. Lasky à partir de 1958, parviendra à attirer et à influencer en faveur du libéralisme et l'anti-communisme de nombreux intellectuels britanniques. La France est également une cible privilégiée de la CIA. En effet ce pays, dont le rayonnement culturel s'étend alors encore largement au-delà de ses frontières, compte de nombreux intellectuels communistes. Paris apparaît comme un lieu stratégique pour publier des revues susceptibles d'être diffusées et lues jusqu'en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient. La revue *Preuves* devient l'instrument principal de cette offensive anti-communiste². En France, le CILC parvient à toucher des personnalités de renom comme André Gide, François Mauriac, et même Léon Blum. Au sein de la revue *Preuves*, le recrutement est assuré par l'intellectuel américain Daniel Bell qui accorde à certains jeunes intellectuels français des subventions ou des bourses pour aller étudier ou faire des recherches aux États-Unis. Cette stratégie vise, comme l'a observé Jean-Marie Domenach, à une « démarxisation » de certains intellectuels français jusque là favorables au communisme, et elle y aboutit efficacement.

Le CILC s'appuie sur un manifeste, l'ouvrage de l'Américain James Burnham, *The*

² Pierre Grémion, *Preuves, une revue européenne à Paris*, Paris, Julliard/Commentaire, 1989.

Managerial Revolution (1941). Ce texte oppose à la vision marxiste de l'histoire une autre conception de la société : selon lui, à l'Est comme à l'Ouest aurait émergé une nouvelle classe dirigeante : c'est « l'ère des *managers* ». Le CILC s'emploie à diffuser en Europe les thèses de Burnham et d'intellectuels américains du groupe dit des « *New York Intellectuals* ». Raymond Aron se fait, en France, l'introducteur et le diffuseur de ces thèses. Socialiste jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, Raymond Aron est devenu après 1945 de plus en plus conservateur et anti-communiste. Ami de Burnham, il en fait traduire le livre : *L'ère des organisateurs* paraît en 1947 en France, préfacée par Léon Blum.

En 1955, à la séance inaugurale de la Conférence internationale du CILC, qui se tient à Milan, Raymond Aron, de plus en plus impliqué dans cette structure, prononce un discours. La même année, il publie *L'opium des intellectuels*, ouvrage inspiré des thèses de James Burnham. Détournant la formule de Marx (« la religion est l'opium du peuple »), il dénonce le communisme comme « l'opium des intellectuels » et critique l'attitude des intellectuels de la gauche non communiste, trop neutralistes et accommodants avec le communisme selon lui ; il les engage à se montrer plus résolument anti-communistes et pro-américains.

Outre Raymond Aron, le Français Michel Crozier constitue par son parcours un exemple emblématique de la réussite du CILC à orienter des intellectuels français vers l'anti-communisme. Au tout début des années 1950, Crozier est un jeune intellectuel d'extrême-gauche, farouchement anti-américain, proche de la revue communiste de Jean-Paul Sartre *Les Temps modernes* et attiré par le trotskisme et le tiers-mondisme. En 1953, résultat de l'efficace action du CILC et de ses réseaux, il rompt avec ces positions et devient nettement pro-américain et anti-communiste. Après avoir bénéficié en 1956 d'une bourse d'études pour l'université américaine de Stanford fournie par l'Américain Daniel Bell, il participe en 1957 au congrès du CILC à Vienne et écrit dans *Preuves*.

Parallèlement à ces efforts pour attirer les intellectuels européens vers des positions anti-communistes, le CILC mène aussi des campagnes d'opinion pour discréditer des intellectuels communistes : des campagnes de calomnies sont exercées par exemple contre Jean-Paul Sartre, et contre le poète chilien Pablo Neruda au début des années 1960, au moment où ce dernier est pressenti pour le prix Nobel de Littérature (il l'obtiendra néanmoins en 1971 finalement).

La stratégie mise en place par Allen Dulles, directeur de la CIA de 1953 à 1961, pour mener à bien cette vaste action d'influence anti-communiste auprès des milieux intellectuels d'Europe de l'ouest, est efficace : elle repose sur l'organisation systématique d'un réseau de groupes privés « amis » : un réseau de fondations « philanthropiques » et d'entreprises privées

travaillant en collaboration étroite avec la CIA, ce qui fournit à celle-ci une efficace couverture ; cette stratégie permet de donner l'impression que ces fondations et structures, privées, n'agissent que sur leur propre initiative, indépendantes de toute influence politique.

C'est en 1966-67, en pleine guerre du Vietnam, que survient, d'abord dans le *New York Times* puis dans la revue californienne *Ramparts*, la révélation du financement du CILC par la CIA. Cette révélation, qui se diffuse rapidement dans l'opinion publique mondiale, provoque un scandale, qui affaiblit alors durablement le CILC ainsi que toutes les publications qui lui sont liées.

La plupart des intellectuels financés par la CIA (comme Heinrich Böll, Raymond Aron, Ignazio Silone) affirment alors, pour se défendre, n'avoir jamais été au courant de l'origine des financements que le CILC leur a versés. Raymond Aron, dans ses *Mémoires*, affirme qu'il ignorait le financement par la CIA de la revue *Preuves*. Il y défend la légitimité de cette opération, identifiant les intellectuels du CILC à des représentants de la liberté culturelle, par opposition aux intellectuels communistes qu'il juge manipulés par l'URSS³.

En France, la CIA finance également dans les années 1950 le mouvement anticommuniste « Paix et Liberté ». Créée en 1950 par le député radical Jean-Paul David (avec le soutien de plusieurs hommes politique anti-communistes comme René Pleven, alors Président du Conseil), cette structure semi-privée se veut une réplique à l'Appel de Stockholm de 1949, et vise à contrecarrer la propagande communiste diffusée par le PCF, et à battre en brèche la forte influence du PCF dans la société française. Le PCF a dans ces années une audience très importante auprès des Français : il a obtenu près de 30% des suffrages aux élections municipales de 1947, et plus de 25% aux élections législatives de 1951.

Pendant les cinq ans de son existence (1950-55), « Paix et Liberté » mène une intense action de propagande de masse, publiant, diffusant et placardant des centaines de milliers d'affiches, de brochures, de tracts, de vignettes et d'autocollants anticommunistes grâce à des subsides importants reçus de la CIA. Alors que le mouvement est dérisoire en nombre d'adhérents, il parvient à obtenir, grâce aux financements importants mis à sa disposition par les Etats-Unis, et à l'application efficaces des techniques modernes d'information de masse américaines, une très grande visibilité. L'association diffuse en moyenne trois affiches nouvelles par mois entre 1950 et 1955. Ces affiches dénoncent le régime stalinien de l'URSS, critiquent le PCF et ses dirigeants (notamment Maurice Thorez et Jacques Duclos), et tentent de discréditer le Mouvement de la Paix.

³ Documentaire d'Arte sur le Congrès pour la liberté de la culture : « Quand la CIA infiltrait la culture », de Hans-Rüdiger Minow ARTE/ZDF, Allemagne, 2006, 52 mn, diffusé le 29 nov. 2006.

La première affiche de la série, intitulée « La colombe qui fait BOUM » (document 3), diffusée en 1950, est une parodie de la « Colombe de la Paix » de Picasso, publiée l'année précédente. Diffusée à plus de 300 000 exemplaires, elle tourne en dérision l'affiche de Picasso et vise à ridiculiser le Congrès mondial des Partisans de la Paix. Sur cette image, la colombe de Picasso est représentée recouverte d'un revêtement métallique, comme un char d'assaut soviétique camouflé en colombe.

L'année suivante, en 1951, « Paix et Liberté » diffuse l'affiche « Jo-Jo la Colombe » (document 4). Staline y est représenté comme un gangster, un mafieux : sous son uniforme de maréchal négligemment ouvert, il porte un tricot rayé ; or, les rayures sont souvent associées à la délinquance dans la symbolique iconographique, comme l'a analysé l'historien médiéviste Michel Pastoureau. La faucille et le marteau, emblèmes du communisme, sont représentées sous la forme d'un vulgaire tatouage sur son bras. Le surnom qui lui est donné, « Jo-Jo la colombe » (Jo-Jo pour Joseph, son prénom), rappelle les surnoms des gangsters. Le panneau « Paix » qu'il brandit, et la colombe qui l'accompagne sont présentés comme de grossiers leurres : comme peut le voir le spectateur de l'affiche (mais non les spectateurs imaginaires auxquels d'adresse Staline, vers la gauche), la colombe est en réalité tenue en laisse et n'est qu'un simulacre en métal, et Staline tient dans son autre main un martinet (fouet métallique).

L'affiche « La pelle de Stockholm » (document 5), jeu de mot en référence à l'Appel de Stockholm, montre un soldat (soviétique, d'après la couleur de sa main, rouge) qui, à l'aide d'une pelle, enterre les libertés des pays d'Europe de l'Est. Cette affiche dénonce l'Appel de Stockholm comme n'étant qu'un leurre destiné à « enterrer nos libertés ».

Le mouvement diffuse de nombreuses autres affiches satiriques comme « Paysans, attention aux communistes », « C'est pour mieux te manger mon enfant », ou « La vie exemplaire du petit Jacques Duclos », dénonçant le Parti communiste français et ses leaders, comme le député communiste Jacques Duclos. « Paix et Liberté » met également à contribution la radio, avec une courte émission de Jean-Paul David intitulée « Les causeries au coin du feu ». Conçue sur le modèle de l'émission du même nom faite aux Etats-Unis par le président américain Roosevelt pendant les années 1930, qui avait obtenu un important succès, cette émission constitue elle aussi une application des efficaces méthodes de propagande de masse que les Etats-Unis ont mises au point au moyen des *mass media*.

*

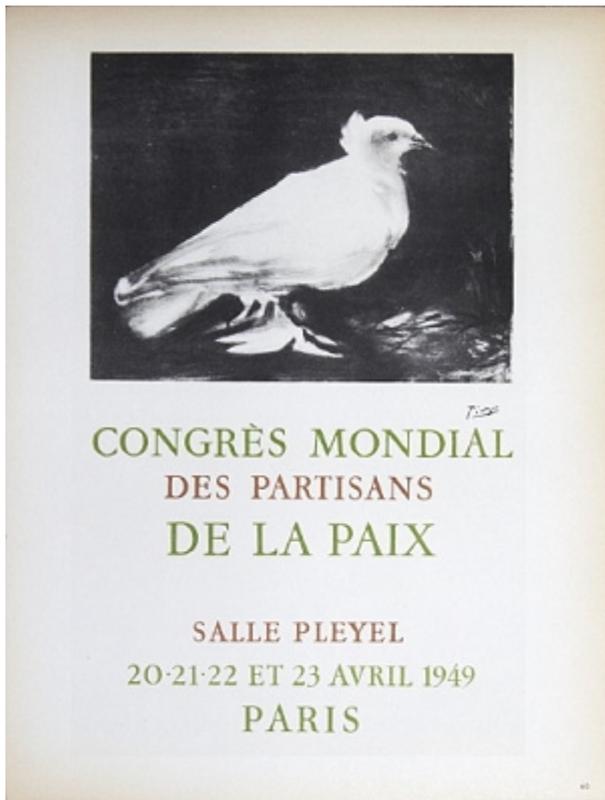
Ainsi les années 1950, celles de l'« Equilibre de la Terreur », correspondent, dans

l'Europe bipolaire, à un affrontement des propagandes. La paix, la liberté, la culture, sont des mots d'ordre utilisés par les deux camps. Les intellectuels sont courtisés par les deux mouvements idéologiques, et des rassemblements, congrès, associations, manifestes émanent de l'un et l'autre des deux blocs et se répondent. Ils sont souvent contrôlés et orientés par chacun des deux Grands : à l'action du Kominform répond celle de la CIA.

Les années 1950 marquent l'émergence et l'âge d'or de ces mouvements, qui ensuite perdent de leur force à partir de 1956 avec l'instauration d'une relative « coexistence pacifique ». Pourtant, plusieurs de ces structures ont continué à exister dans les décennies suivantes. Ainsi le Congrès mondial de la Paix (CMP) a été actif dans les années 1960 dans l'opposition à la guerre du Vietnam, puis dans les années 1980 dans le cadre des protestations contre les « euromissiles », missiles installés en Europe de l'ouest par les Etats-Unis. Le Mouvement de la Paix a aussi joué un rôle dans la signature de l'accord de désarmement de 1987 entre les Etats-Unis et l'URSS (Traité de Washington).

De même, le mouvement Pugwash a continué à agir au fil des décennies, poussant en faveur de la signature de traités de désarmement, comme le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (1963), le Traité de non-prolifération (1968), le Traité anti-missiles balistiques (1972), la Convention sur l'interdiction des armes biologiques (1972) et la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (1993). En 1995, cinquante ans après les bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki et quarante ans après la signature du Manifeste Einstein-Russell, le Mouvement Pugwash son fondateur Joseph Rotblat reçoivent le prix Nobel de la Paix.

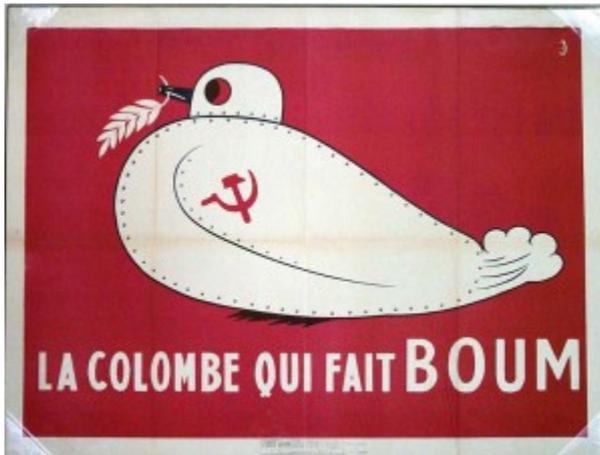
Quant au Congrès pour la liberté de la culture, il reste « une des opérations secrètes de la CIA des plus audacieuses et les plus efficaces de la guerre froide », comme l'affirme aujourd'hui encore le site officiel de la CIA. De fait, en dix-sept ans (1950-1967), le CILC a utilisé au moins dix millions de dollars pour cette action de propagande anti-communiste en Europe de l'ouest, financés par la CIA.



Doc. 1. Affiche pour la réunion du Congrès mondial des partisans de la Paix, Paris, avril 1949.



Doc 2. La « Colombe de la Paix » de Picasso (1949).



Doc. 3. « La colombe qui fait BOUM », affiche du mouvement anti-communiste français « Paix et Liberté », 1950.



Doc. 4. « Jo-Jo la Colombe », affiche du mouvement anti-communiste français « Paix et Liberté », 1951.



Doc. 5. « La Pelle de Stockholm », affiche du mouvement anti-communiste français « Paix et Liberté ».